

Les chiffres et le profil de la pauvreté antérieurs au conflit en Syrie

Samer Hamati, Université du Minho, Portugal

Si la dégradation des conditions de vie figure parmi les principaux facteurs de l'actuel conflit syrien, comme l'indiquent de récents rapports, aucun d'entre eux n'a suffisamment étudié les taux de pauvreté à l'échelle des gouvernorats avant l'éclatement de la crise. Seule à avoir fourni des chiffres nationaux pour l'année 2009, la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) fait état d'un recul de la pauvreté alimentaire, de l'extrême pauvreté et de la pauvreté générale en Syrie, qui auraient respectivement atteint 1,5 pour cent, 10 pour cent et 24,8 pour cent cette année-là (CESAO 2017). Différentes raisons poussent toutefois à s'interroger sur la cohérence de telles estimations, comme les vagues de sécheresse sans précédent qui ont frappé la région pendant les années immédiatement antérieures au conflit, ou encore la réduction des subventions énergétiques de mai 2008, qui ont durement affecté la population vivant légèrement au-dessus du seuil de pauvreté. Le présent *One Pager* propose donc un résumé des calculs réalisés par Hamati (2019) à partir d'un échantillon de l'enquête 2009 sur le revenu et les dépenses des ménages syriens, dans l'intention de combler une lacune existante et d'établir les chiffres et le profil de la pauvreté à l'échelle des gouvernorats dans un pays qui, deux ans plus tard, sombrerait dans un violent conflit civil.

Suivant la même méthode que celle employée par les précédentes études de la pauvreté en Syrie, un seuil de pauvreté alimentaire (SPA) a été établi pour chaque gouvernorat. Absentes de l'échantillon, les quantités d'aliments consommées dans chaque décile ont toutefois été remplacées par les paniers alimentaires de référence tirés d'El-Laithy et Abu-Ismaïl (2005) pour obtenir les indices des prix à la consommation alimentaire (IPC) ajustés de 2009. Chacun de ces IPC a ensuite été multiplié par son SPA régional, calculé par Abu-Ismaïl, Abdel-Gadir et El-Laithy (2011), pour déterminer le SPA de 2009. Après avoir estimé les seuils de pauvreté inférieur et supérieur, le niveau de vie des ménages a finalement été évalué à l'aune de leurs dépenses plutôt que de leurs revenus.

Les résultats ainsi obtenus indiquent que la proportion d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté inférieur a augmenté, passant de 12,3 à 14,85 pour cent entre 2007 et 2009, tandis que la proportion d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté supérieur a baissé, passant de 33,6 à 29,4 pour cent sur la même période. On observe également une plus grande pauvreté en milieu rural qu'en milieu urbain, ainsi qu'un creusement de l'écart entre l'extrême pauvreté rurale et urbaine. En 2009, les gouvernorats les plus pauvres étaient Hama, Deir Azzor et Daraa en milieu rural, et Hassakeh en milieu urbain. Ces chiffres semblent raisonnables au vu des sécheresses qui ont frappé l'est de la Syrie entre 2006 et 2009 et les déplacements qui s'en sont suivis vers le sud du pays, notamment vers le gouvernorat de Daraa, où le mouvement civil a débuté en mars 2011.

En 2009, les ménages pauvres se composaient de membres plus nombreux et plus jeunes que les ménages non pauvres, affichant ainsi un profil similaire à celui de 2004. L'absence de perspectives professionnelles ne suffit pas à expliquer leur niveau de vie, dans la mesure où le taux d'activité de la population pauvre n'était inférieur que de deux points de pourcentage à celui du reste de la population. On observe par ailleurs un taux de pauvreté plus faible parmi les travailleurs du secteur public (12,8 pour cent) et plus élevé parmi ceux du secteur informel (18,6 pour cent). Il convient également de noter que les employeurs affichent le plus faible taux de pauvreté (8 pour cent), tandis que les personnes au chômage et n'ayant jamais travaillé affichent le taux de chômage le plus élevé (19 pour cent).

Cet écart est plus clair encore en matière de réussite scolaire : 60,5 pour cent des membres des ménages pauvres ne sont titulaires d'aucun diplôme, contre 46,9 pour cent dans les ménages non pauvres. La proportion de titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire et supérieur, respectivement, est deux et six fois plus élevée dans les ménages non pauvres. Il en va de même pour le niveau de réussite scolaire des chefs de ménage : 16,8 pour cent d'entre eux sont au moins titulaires d'un diplôme du secondaire dans les ménages non pauvres, contre 6 pour cent dans les ménages pauvres.



Notre analyse reste toutefois lacunaire et pourrait être complétée par de nouvelles recherches. Il s'avère par exemple essentiel d'étudier les corollaires de la pauvreté pour comprendre ses causes et la dynamique de l'évolution des ménages syriens. Ces chiffres pourraient par ailleurs servir à établir une relation géographique directe ou indirecte avec l'incidence et l'intensité du conflit actuel, contribuant ainsi à élucider une énigme soulevée par la Banque mondiale : la coexistence d'un progrès économique constant et d'un niveau de violence élevé dans de nombreux pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Références :

- Abu-Ismaïl, K., A. Abdel-Gadir, et H. El-Laithy, H. 2011. « Poverty and Inequality in Syria (1997–2007). » *UNDP, Arab Development Challenges Report*, 15.
- CESAO. 2017. *National Agenda for the Future of Syria Programme. The Strategic Policy Alternatives Framework*. Beyrouth : Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale.
- Hamati, Samer. 2019. « Computing pre-conflict data in Syria ». Working Paper n°185 de l'IPC-IG. Brasília : Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive.
- Banque mondiale. 2015. "Inequality, Uprisings, and Conflict in the Arab World." *Middle East and North Africa (MENA) Economic Monitor*. Washington, D.C. : Banque mondiale.